

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Résumé

# **Sauver le Parti socialiste ! Redistribuer les richesses d'abord**

- Politique - Au Parti Socialiste - Congrès de Poitiers - juin 2015 -

Date de mise en ligne : lundi 16 mars 2015

---

**Démocratie & Socialisme**

---

Voici un résumé de la contribution « Sauver le Parti socialiste ! Redistribuer les richesses d'abord », dont le 1er signataire est Gérard Filoche, que l'on retrouve en entier dans le supplément à l'*Hebdo des Socialistes* consacré aux contributions générales (cahier page 71). Il est également possible de la signer [sur le site de Démocratie & Socialisme](#)

## 1 - Où sont passés les « 60 engagements de François Hollande », et l'orientation tracée par le discours du Bourget ?

Parmi les « 60 engagements », certains ont été tenus

- 24 600 postes ont été créés, dans l'Éducation nationale, en 2013 et 2014.

- L'Assemblée nationale a adopté la loi autorisant le mariage des couples homosexuels et leur ouvrant le droit à l'adoption.

- D'autres engagements, souvent de moindre importance ont été respectés :

Notamment, le plafonnement des frais bancaires, l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire, le retour sur les allègements de l'impôt sur la fortune, la retraite à 60 ans pour ceux ayant cotisé la totalité de leurs annuités, la « loi Florange », le retrait des troupes françaises d'Afghanistan...

**Les engagements qui n'ont pas été tenus ou ne sont pas en voie de l'être sont trop nombreux, force est de nous limiter aux principaux**

**Le 7e engagement visait la séparation des activités spéculatives des banques de celles qui sont utiles à l'investissement.**

La loi de juillet 2013 ne sépare rien du tout. Cette loi a été écrite sous la dictée du lobby bancaire.

**Le 9e engagement de François Hollande voulait « revenir sur les cadeaux fiscaux et les niches fiscales accordées aux grandes entreprises ».**

La « niche Copé » a été quelque peu réduite.

Mais, d'autres niches fiscales des grandes sociétés, n'ont pas été remises en question : elles représentent plus de 50 milliards d'euros, par an.

**Le 9e engagement voulait réduire le déficit public à 3 % du PIB en 2013.**

Il était à 4,3 % fin 2014.

### **Le 11e engagement : renégocier le traité de 2011, le TSCG**

Le traité rédigé par Merkel et Sarkozy a été adopté par le Parlement sans qu'une ligne en soit changée.

**Les engagements 14, 15, 16 et 17 : « Je veux engager une grande réforme fiscale ».**

**Les engagements 33 et 34 déclaraient la guerre au chômage.**

**D'autres engagements importants n'ont pas non plus été tenus :**

Notamment, la défense du statut public des entreprises détenues majoritairement par l'État ; l'encadrement des loyers ; le coup d'arrêt à la RGPP ; la sécurisation de l'accès aux soins (malgré le progrès que constituerait le tiers payant, les fermetures d'hôpitaux, de lits et de services continuent), la lutte contre la précarité ; le respect du Parlement ; la lutte contre le « délit de faciès » ; le vote des étrangers extracommunautaires aux élections locales...

**Pire, des mesures particulièrement néfastes, aux antipodes des « 60 engagements » ont été mises en place.**

**Le pacte de compétitivité** : 20 milliards d'exonération fiscale accordés aux entreprises sans exiger d'elles la moindre contrepartie en termes d'investissement et d'emplois.

**La loi Sapin du 14 juin 2013** : une alouette de sécurisation pour les salariés, un cheval de flexibilité pour le patronat.

**La contre-réforme des retraites** : une nouvelle augmentation de 6 trimestres de la durée de cotisation alors qu'en 2010, nous étions aux côtés des millions de salariés qui manifestaient contre l'augmentation de 6 trimestres que leur imposait Sarkozy.

**Le « Pacte de responsabilité »** : 21 milliards d'exonérations de cotisations sociales pour les entreprises et 50 milliards de diminution des dépenses publiques (État, Collectivités territoriales, Sécurité sociale) qui frapperont, avant tout, ceux qui n'ont pour seule protection que le service public.

**Le blocage du Smic et le gel de la valeur du point dans la Fonction publique.**

**Les attaques incessantes contre le droit du travail s'accroissent avec le projet de Loi Macron.**

La déréglementation frappe tout : le contrat de travail, le travail du dimanche et le travail de nuit, l'inspection du travail, la médecine du travail, la justice du travail, la protection contre les licenciements, le droit pénal du travail, les institutions représentatives du personnel, et même le bulletin de paie qui deviendra opaque.

## **2- Nous n'avons pas respecté le pacte passé avec nos électeurs : nous en payons le prix**

**Ce n'est pas la « droitisation » de la société française qui explique les derniers scrutins électoraux.**

**Les progrès de l'UMP et du FN se font en pourcentage et non en voix.**

Nos électeurs ne vont pas voter ailleurs mais s'abstiennent massivement parce que le parti pour qui ils ont voté fait une politique libérale, à l'exact opposé de ses engagements électoraux.

**Manuel Valls affirme sa peur du FN : il n'est pas sûr que cela fasse régresser ce dernier.**

Comment ne pas comprendre que c'est la politique que mène son gouvernement qui ouvre un boulevard au FN ? La seule méthode efficace de le combattre, quand on est au gouvernement est pourtant évidente c'est de mener une politique de gauche !

**L'explication de nos défaites successives par le « manque de discipline » dans nos rangs n'a aucune consistance.**

Quand le chauffeur fonce droit dans le mur, le mieux n'est certainement pas de se taire mais d'exiger, fermement, qu'il change de direction.

Si nous ne changeons pas de politique pour renouer avec l'orientation du discours de François Hollande au Bourget, nous ne pourrions que continuer à enchaîner défaite sur défaite jusqu'à l'ultime défaite : la Présidentielle.

### **3- Le non-respect de nos engagements a aggravé la crise**

Les politiques d'austérité et de « réformes structurelles », imposées par la Commission européenne, en totale contradiction avec nos engagements électoraux, n'ont cessé d'approfondir, sous prétexte de les faire reculer, les 3 crises que nous subissons :

#### **- La crise sociale**

Près de 6 millions de chômeurs, toutes catégories confondues, car se limiter à la catégorie A, c'est se refuser à prendre en compte l'extension continue de la précarité.

#### **- La crise économique**

Nous ne sommes pas encore sortis de la crise qui a suivi l'éclatement de la bulle financière en 2007-2008. Comment peut-on crier victoire pour une prévision de 1 % de croissance en 2015. Alors qu'il ne s'agit que d'une prévision et que la croissance bénéficiera avant tout, comme à chaque fois, aux profits des entreprises, pas à notre base sociale.

#### **- La crise financière**

Une dette qui a augmenté de 86 % à 95 % du PIB entre notre arrivée au pouvoir et fin 2014. Un déficit public qui ne diminue pas et s'incruste à plus de 4 % parce que la politique d'austérité étouffe la croissance.

## 4 - Les premières mesures que devrait prendre un gouvernement Rose-Rouge-Vert

L'alternative est simple :

**Soit** une victoire écrasante de la droite, voire de l'extrême-droite si la crise multiforme s'accroît.

**Soit** un gouvernement Rose-Rouge-Vert répondant aux besoins sociaux des habitants de notre pays et renouant avec l'électorat de gauche.

### I) Deux mesures pour se donner les moyens d'une autre politique

#### - Une vraie réforme fiscale

Baisse de la TVA.

Taxation des **dividendes** qui ne cessent de croître.

Lutte sans merci contre **la fraude et l'« optimisation fiscale »** qui coûte chaque année 80 milliards d'euros à l'État.

Revenir sur les dizaines de milliards de **niches fiscales accordées aux grandes entreprises**.

**Un impôt sur le revenu** réellement progressif.

#### - Une vraie loi bancaire

**Séparer hermétiquement les activités des banques spéculatives des banques qui financent les entreprises et les ménages.**

Une fois séparées des banques d'investissement, les banques spéculatives pourront faire faillite, sans faire courir de risque majeur à l'ensemble de l'économie, comme en 2007-2008.

**La puissance financière de la Banque publique d'investissement devrait immédiatement être multipliée par 10.**

Comment pourrait-elle, sans cela, jouer son rôle de bras armé de cet État stratège dont nous avons le plus grand besoin ? Le total de son bilan ne représente que 2,7 % du PIB de notre pays alors que celui de la BNP-Paribas représente 100 % de ce PIB.

## II) Redistribuer les richesses, maintenant !

- Augmenter les salaires et les minimas sociaux, hausser le SMIC de 10 % !
- Encadrer les loyers et construire des logements sociaux, reconverter les sources d'énergie
- Revenir au droit à la retraite à 60 ans en augmentant les cotisations sociales patronales.

## III) Développer l'offre publique pour répondre aux besoins sociaux

Chaque entreprise attend que les autres commencent à investir pour être sûre d'avoir un débouché à leur production et, ensuite, en faire autant.

Seule la puissance publique peut rompre ce cercle vicieux en investissant massivement et en créant des emplois publics.

La demande augmentera, les carnets de commande se rempliront et les entreprises privées se mettront, alors, à investir et créer des emplois.

## IV) Faire reculer massivement le chômage de masse

C'est sur cette question du chômage que nous serons, avant tout, jugés par nos concitoyens. Force est de constater que le compte n'y est pas, bien au contraire, puisque depuis notre arrivée au pouvoir, le nombre de chômeurs a augmenté de 500 000, pour la simple catégorie A !

Pour faire reculer le chômage de masse, nous pouvons agir sur trois leviers : retrouver une croissance d'au moins 1,5 à 2 % pour stopper la destruction d'emplois ; créer massivement des emplois publics ; réduire la durée réelle du travail.

**La croissance est, aujourd'hui, étouffée par la politique d'austérité.**

Il faut donc mettre fin à cette politique en relançant l'investissement public et en créant massivement des emplois publics.

La Commission européenne n'aura qu'à s'incliner ou, au moins, à accepter un compromis.

La Grèce qui ne représente moins de 3 % du PIB de l'UE a obligé la Commission à négocier. Un pays comme la France qui représente un tout autre poids économique (plus de 20 % du PIB de l'UE) et politique (pas d'UE sans la France) aurait d'autres moyens pour faire plier la droite européenne. Encore faut-il le vouloir !

### La création d'emplois publics

Pour répondre aux énormes besoins sociaux de notre population, des centaines de milliers d'emplois publics sont nécessaires : d'infirmières, d'infirmiers, d'aides aux soins, de personnel qualifié pour les maisons de retraites ou les crèches, d'enseignants, d'éducateurs spécialisés, de cheminots, d'assistants sociaux...

Pour assurer la transition énergétique, nous avons besoin de dizaines de milliers d'emplois publics de chercheurs et de techniciens.

La création d'un million d'emplois publics au salaire moyen ne coûterait que 16,5 milliards d'euros net (en tenant compte de la TVA et de l'impôt sur le revenu que paieraient ces fonctionnaires). Il suffit de comparer ce chiffre avec les 41 milliards d'euros offerts aux entreprises sans la moindre contrepartie en termes d'emplois...

### La RTT est un levier d'une redoutable efficacité.

Peut-on imaginer ce que serait le chômage dans notre pays si le temps de travail légal n'était pas de 35 heures mais de 70 heures, comme au début du siècle dernier ?

Le SEUL moment en France, au cours des 30 dernières années où le chômage a vraiment régressé, c'est quand nous avons instauré les 35 h. Nous avons créé 400 000 emplois de plus que les autres pays, à croissance comparable.

C'est pourquoi nous défendons les 32 heures par semaine en 4 jours.

## 5- Pour une grande motion unitaire et gagnante de tous les socialistes qui s'opposent à la politique de Manuel Valls

- L'enjeu du congrès est simple : unité de la gauche ou accélération de la transformation du PS en UDI-bis

Le débat du congrès socialiste de juin 2015 est engagé entre, d'une part, les partisans de l'unité de la gauche, stratégie qui remobilisera les abstentionnistes de gauche et, d'autre part, les partisans de l'alliance avec la droite, stratégie qui accentuerait la démobilisation des électeurs et militants socialistes.

► Sans unité de la gauche, rien n'est possible

Le PS recule mais le Front de gauche et EELV ne progressent pas.

Les électeurs de gauche comprennent parfaitement que sans unité de la gauche, rien n'est possible.

Jean-Christophe Cambadélis a raison d'affirmer que « *la gauche divisée, c'est la gauche éliminée* » mais ce qui divise avant tout la gauche, c'est la politique menée par Manuel Valls. Elle divise non seulement la gauche mais aussi le Parti socialiste. L'union de la gauche n'est possible que sur un programme de gouvernement qui satisfasse

les besoins sociaux de la population, pas le MEDEF.

### **- La pitoyable aventure du PASOK grec devrait servir de leçon à notre parti**

Le Parti socialiste grec, le Pasok, a choisi d'infliger au peuple grec la politique de décidée par la Troïka (BCE, FMI, Commission européenne).

Sa dégringolade n'en finit pas : 43,92 % des voix aux élections législatives d'octobre 2009 et 4,7 % des voix à celles de janvier 2015.

La chute du PSOE en Espagne, du SPD en Allemagne ou du Parti Socialiste portugais, sans être encore aussi catastrophique, suit la même pente.

Évitons un tel sort à notre parti.

### **- Relevons l'espérance comme le proposait François Mitterrand**

Le congrès de Poitiers doit nous permettre de renouer avec l'histoire de notre parti et les conquêtes sociales du Front populaire, de la Libération, du gouvernement de Pierre Mauroy et de celui de Lionel Jospin.

Manuel Valls avait obtenu 5,63 % aux primaires socialistes de 2011, mais c'est maintenant cette orientation que son gouvernement applique.

Notre parti ne doit pas accepter une telle dérive, un tel coup de force. Il doit refuser, à une large majorité, de s'engager dans la transformation de notre parti en un parti qui ne serait plus « socialiste », selon le souhait de Manuel Valls lui-même.

**Nous appelons tous les socialistes qui refusent cette politique, à s'unir dans une grande motion unitaire afin de battre cette orientation destructrice pour notre parti.**